

concernant la *Co-operative Tire and Casualty Company* (L'honorable sénateur Roebuck).

L'honorable M. Macdonald (Brantford): Honorables sénateurs, sauf erreur, on a présenté, hier, la motion tendant à la troisième lecture, et le sénateur Roebuck a proposé qu'on renvoie la suite du débat à une séance ultérieure. L'honorable sénateur n'est pas ici en ce moment.

L'honorable M. Burchill: Honorables sénateurs, au besoin je présenterai une motion tendant à la troisième lecture.

L'honorable M. Macdonald (Brantford): Cette motion a été présentée hier.

L'honorable M. Stambaugh: Honorables sénateurs, sauf erreur, sur motion de l'honorable M. Roebuck, la suite du débat sur la motion tendant à la troisième lecture a été renvoyée à aujourd'hui. Je suis convaincu que l'honorable sénateur voudrait que le bill subisse, aujourd'hui, la troisième lecture.

(Sur la motion de l'honorable M. Cameron, le bill est lu pour la 3^e fois, puis adopté.)

PÉTITIONS INTRODUCTIVES DE BILLS D'INTÉRÊT PRIVÉ

PROROGATION DU DÉLAI POUR LE DÉPÔT—ADOPTION DU RAPPORT DU COMITÉ

Le Sénat aborde l'étude du 2^e rapport du comité permanent du Règlement.

L'honorable John James Kinley, au nom de l'honorable Charles L. Bishop, président du comité, propose l'adoption du rapport.

—Honorables sénateurs, en réponse à certaines questions, hier, à propos du présent rapport, je déclare que le délai fixé pour le dépôt des pétitions introductives de bills d'intérêt privé, à l'exception des pétitions concernant les bills de divorce, pour la session actuelle, a pris fin le 21 décembre 1962. Le présent rapport a pour but de recommander une prorogation supplémentaire du délai pour le dépôt de trois pétitions.

Une des pétitions concerne la constitution en société d'une compagnie hypothécaire. La deuxième pétition vient de la compagnie *Great-West Life Assurance* en vue d'obtenir que la compagnie puisse faire affaire sous une raison sociale anglaise ou française. La troisième pétition adressée par le *Board of Trade of Metropolitan Toronto*, a pour but l'adoption d'un bill visant à modifier la loi constituant cet organisme en société, afin de lui permettre d'augmenter la valeur des biens dont il peut être propriétaire.

Dans chaque cas, les requérants ont informé le comité qu'il est urgent que le Parlement s'occupe de ces bills à la présente session.

Dans le cas du *Board of Trade of Metropolitan Toronto*, l'avocat a déclaré aux membres du comité que l'augmentation toute récente du nombre des membres rend nécessaire l'expansion immédiate des installations destinées aux hommes d'affaires de Toronto métropolitain. Pour ce faire, la chambre de commerce a décidé d'établir un club de banlieue dans le secteur nord-ouest de Toronto métropolitain. Les pourparlers de la chambre de commerce concernant l'emplacement du club sont déjà très avancés, mais les plans de détail et les accords financiers ne peuvent être entrepris avant que soient modifiés les pouvoirs de la chambre de commerce en ce qui concerne l'acquisition de terrains.

Il est coutumier, dans ce comité, de prolonger le délai jusqu'au vendredi suivant. Hier, au comité, nous l'avons prolongé jusqu'à vendredi, car nous croyons savoir qu'un bill sur les guides nous parviendra et sera déposé d'ici vendredi; sinon, il sera trop tard.

(Le rapport est adopté.)

L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE DU COMMONWEALTH

HUITIÈME CONFÉRENCE, À LAGOS, AU NIGERIA—FIN DU DÉBAT

Le Sénat passe à la suite du débat, interrompu le 6 décembre 1962, sur l'intervention de l'honorable sénateur Smith (Kamloops), appelant l'attention du Sénat sur la Conférence générale de 1962 de l'Association parlementaire du Commonwealth, qui s'est tenue à Lagos, au Nigéria, du 14 octobre au 14 novembre 1962, notamment aux discussions et délibérations de la conférence et à la part qu'y a prise la délégation canadienne.

L'honorable Edgar-E. Fournier: Honorables sénateurs, il me semble que ce débat a été retardé si longtemps que non seulement il a amassé de la mousse, mais il lui a poussé de la barbe.

Le sénateur Smith (Kamloops) a déjà fait un brillant exposé de toute la question, de sorte qu'il ne me reste pas grand-chose à ajouter. Il a expliqué dans son discours les objectifs de l'Association parlementaire du Commonwealth que l'on connaît sous son sigle anglais CPA.

J'avais rencontré le sénateur Smith juste avant de partir, puis, après mon arrivée à Lagos, j'ai eu le privilège de passer avec lui la dernière partie du voyage et de revenir en sa compagnie et l'on me permettra d'ajouter qu'on ne saurait trouver un compagnon de voyage plus agréable.

Honorables sénateurs, je fais miennes toutes les déclarations du sénateur Smith. Il nous a dit, en passant, qu'il était difficile de diriger